

Ces prodécures de règlement montrent que les questions commerciales ont des répercussions nationales directes. Lorsque l'on nous demande, comme cela a été le cas, d'ajuster des politiques nationales délicates, nous voulons nous assurer que les règles s'appliquent de la même façon à nos grands partenaires commerciaux. Cela sous-entend des règles améliorées et, quelquefois, plus rationnelles.

Mais cela sous-entend également une organisation internationale, en l'occurrence le GATT, suffisamment forte pour appliquer ces règles de façon sûre, constante et raisonnable.

Il est inutile que je rappelle aux Albertains l'importance de l'agriculture. Nos fermiers sont victimes de la guerre de subventions que se livrent la Communauté européenne et les États-Unis. Nous ne pouvons nous permettre d'accorder des subventions égales aux leurs, pas plus que la communauté mondiale ne peut tolérer les conséquences perturbantes de ces subventions sur la production agricole. Et comme aucun pays ne peut à lui seul y mettre fin, nous devons le faire ensemble. Et ce sont les pays riches, qui accordent le plus de subventions, qui doivent faire preuve de leadership à cet égard.

Il est impératif d'élaborer, pour les échanges agricoles, des règles pratiques qui puissent dans les meilleurs délais, soit à la réunion à mi-parcours de Montréal, faire l'objet d'un accord général. Il est intolérable que nos agriculteurs de l'Ouest, qui sont pourtant efficaces, soient les victimes des politiques de subventions essentiellement destinées à destabiliser les marchés internationaux des denrées de base. Et cela est également impératif parce que ces pratiques sont un mauvais exemple qui pourrait être suivi dans d'autres secteurs des échanges.

Pour la première fois aux négociations commerciales multilatérales, on s'est penché sur les obstacles au commerce des services et sur les questions en jeu dans les aspects de la propriété intellectuelle et de l'investissement liés au commerce. Dans ces domaines en effet, l'absence de règles internationales entrave de plus en plus les échanges et les investissements.

Au fur et à mesure que les économies se diversifient, il est de plus en plus difficile de distinguer le commerce des biens de celui des services. Comment décrire par exemple les données que contiennent un disque souple d'ordinateur? Il s'agit là d'une question essentielle pour nous puisque les services constituent près de 60 % du produit intérieur brut du Canada.